

ACTE D'ACCUSATION

(Article 69 du Code de Justice militaire)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**N° 2969
ANCIEN N° 969
DE LA
NOMENCLATURE GÉNÉRALE****FORMULE N° 29****TRIBUNAL MILITAIRE PERMANENT**du 6^e Région

siégeant à METZ

ACTE D'ACCUSATION

dressé par (1) pour Capitaine de J.A. MAUREL substitut du
Commissaire du Gouvernement près le Tribunal militaire permanent de METZ

dans l'affaire d'homme MULLER Simon né le 7 Juin 1902 à METZ et de
nommé KLEIN Wilhelm ex-gendarme allemand
Inculpé de SEVICES A L'EGARD DE PRISONNIERS POLONAIS.

d - **- EXPOSÉ DES FAITS -**

MULLER N° à METZ en 1902 séjourne en Lorraine jusqu'en 1927, puis revient en FRANCE dès 1925. Reçoit en 1939, par ANTOINE LEMME au titre d'interné, il revient en Lorraine courant 1940, entre dans la Schutzpolizei et vient, en Mai 1941, comme gendarme à CORCULLIES-SUR-NIED avec, pour chef de poste, KLEIN Wilhelm. Il ne leur est pas reproché de faits particuliers à l'endroit des Lorrains, mais les deux inculpés ont exercé des sévices sur des ouvriers polonais travaillant dans le village. C'est ainsi que le témoin BELTRE précise qu'un soir, MULLER, au cours d'une ronde, n'ayant pas trouvé un polonais à son poste

(1) Nom et grade.

(2) L'acte d'accusation comprend trois parties distinctes : la désignation de l'accusé, l'exposé des faits et le résumé.

Désignation de l'accusé. — On ne doit rien négliger de ce qui peut servir à constater l'individualité de l'accusé : nom, prénoms, âge, profession, domicile, date et lieu de naissance.

Exposé des faits. — Cet exposé comprend le fait incriminé et toutes les circonstances qui peuvent aggraver ou diminuer la peine ; il fait connaître toutes les charges qui pèsent contre l'accusé, tous les moyens de défense qu'il oppose à l'accusation, mais sans les soutenir ni les combattre ; il doit constituer un récit de l'affaire fait avec calme, simplicité et clarté.

Résumé. — L'acte d'accusation doit être terminé par un résumé qui permette de voir, d'un seul coup d'œil, quelle est l'infraction et quelles sont les circonstances. Il reproduit exactement le dispositif de l'ordonnance ou de l'arrêt de renvoi.

.....
alla le chercher, l'amena à la mairie et le frappa à coups de pied et de ceinturon, ainsi que son chef KLEIN. Le polonais ne put se lever le lendemain.

D'autre part on entendait souvent les polonais, enfermés dans les cages de la gendarmerie, crier lorsqu'ils étaient battus.

MULLER reconnaît avoir porté des coups de poing, mais pas de ceinturon et précise que le polonais avait été insolent à son égard.

Il reconnaît également avoir été sévère, envers les polonais seulement lorsque ceux-ci étaient fomentés ou leur étaient inférieurs par leurs employeurs. Marié à une polonaise, MULLER déclare n'avoir frappé que cette fois et qu'il se contentait de leur faire payer une amende dans les autres cas.

KLEIN n'a pu être retrouvé. Courant 1946 il avait écrit à des habitants de COURCELLES pour leur demander un certificat de bonne conduite qu'il n'a d'ailleurs pu obtenir. Le témoin polonais GOULON l'a vu personnellement frapper sauvagement un jeune

En conséquence les surnommés sont accusés de sévices sur des polonais pour avoir de 1941 à 1943, en tout cas depuis temps non prescrit, à COURCELLES-SUR-NIEN (Moselle) volontairement porté des coups à des ouvriers polonais en les frappant avec ses poings et un ceinturon.

Infractions non justifiées par les lois et coutumes de la guerre.

Délict prévu et puni par les articles 309-311 du Code Pénal et l'ordonnance du 28 Août 1944.

Fait au Parquet du Tribunal Militaire permanent de la 6^e Région Militaire.-

MAUREL, le 1^{er} août 1947
Le Commissaire du Gouvernement :

signé : MAUREL
Le Commissaire du Gouvernement : Pour copie conforme
à quettier
[Signature]